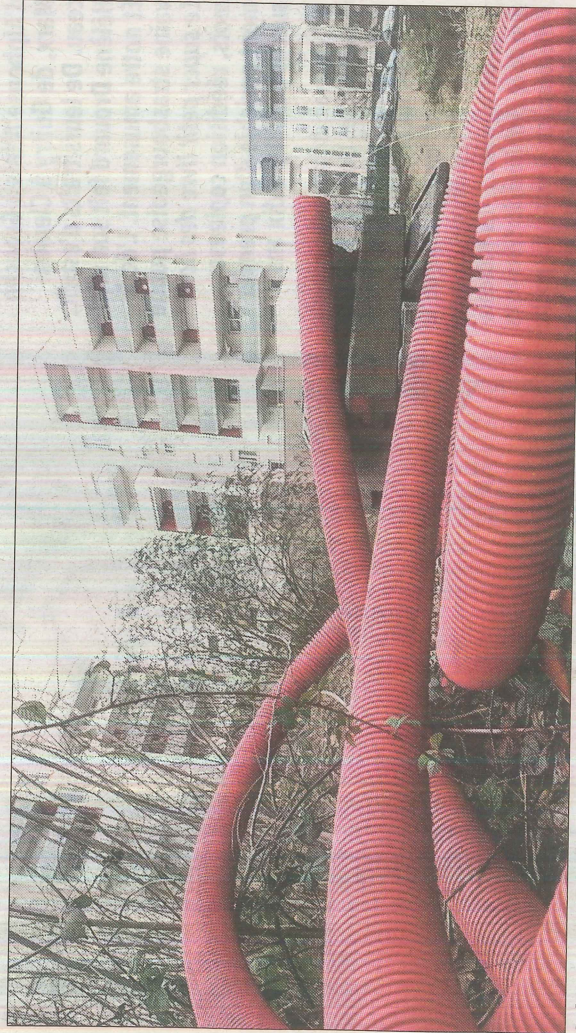


Le BTP coince entre la pénurie et la hausse des coûts des matériaux

Entre l'envolée des prix et la pénurie de certains matériaux, les professionnels alsaciens du bâtiment et travaux publics (BTP) tirent la sonnette d'alarme et demandent des clauses de révision des prix dans les contrats des chantiers.

Normalement, quand le bâtiment va, tout va. Mais aujourd'hui, le bâtiment va bien mais tout ne va pas bien, à cause d'une envolée des prix et d'une pénurie de matériaux de construction. Ce double phénomène menace l'équilibre de cette branche qui, pourtant, ne cesse de créer des emplois, même en pleine crise du Covid. Quelques chiffres : le prix de l'acier a augmenté de 50 % en trois mois, celui du bois a quasi doublé en un an, le zinc a pris 22 % et le cuivre 28 % les douze derniers mois. Une bénédiction pour ceux qui ont des actions bien placées, un calvaire pour les entrepreneurs coincés entre les fournisseurs de matières premières et le client final. La Fédération du bâtiment et des travaux publics du Haut-Rhin (BTP68) vient de lancer un message d'alerte en direction de la maîtrise d'ouvrage publique et privée, lors d'une conférence de presse. « Le premier impact de ce double phénomène, c'est qu'il devient impossible de réaliser les travaux aux prix négociés », explique Étienne Barilley, le président de la Fédération du BTP68. « Mais, à cause de la pénurie, on risque



Selon les professionnels du BTP, la hausse du prix, voire la pénurie des matières premières, pourraient mettre des chantiers à l'arrêt. Photo L'Alsace/Jean-Marc LOOS

d'avoir des gros retards. Il faut que l'écosystème comprenne ce qui se passe. » L'écosystème, ce sont les collectivités locales ou nationales qui font réaliser des travaux comme la prison de Lutterbach (lire en dernière page) ou tout simplement un particulier qui souhaite construire un pavillon.

■ Pénurie et déchets...

Pour étayer les propos du président, deux entrepreneurs ont raconté leur galère au quotidien, alors qu'avec un carnet de commandes copieusement rempli, tout le monde devrait avoir le sourire. Séverine McElroy dirige les entreprises

UPC, Hauser Eder peinture à Mulhouse (peinture, plâtrerie) et Blauer à Héisingue (revêtement de sols souples) : « Il y a une véritable pénurie de plaques de plâtres. Selon les commandes, on a entre six à huit semaines d'attente. Mais il y a un autre problème : nous n'arrivons pas à avoir toujours les bonnes dimensions et nous devons faire des découpes. Donc paradoxalement, dans cette période de pénurie, nous produisons plus de déchets. » Confirmation du phénomène par Étienne Barilley : « Avec l'acier nous avons de moins en moins de choix sur la longueur. Donc on va couper et on va jeter. »

Sébastien Muller, qui dirige l'en-

treprise Muller Rost à Wintzenheim (gros œuvre construction métallique), doit jongler avec un prix de l'acier qui ne cesse de grimper. « On est à 900 € la tonne et on a des délais qui ne cessent de s'allonger. Avec le prix des matériaux qui fluctuent, ça va devenir très difficile de se positionner sur des appels d'offres. On a eu un arrêt avec le Covid en 2020. En 2021, on risque cette fois un arrêt technique. » « Pour le bois, c'est encore pire », prolonge le président de la fédération du BTP. « Ça devient impossible de travailler, de trouver des panneaux de particules... Idem pour les composants électroniques : ça ne concerne pas que Peugeot mais aussi la do-

motique des particuliers. Certains produits d'isolation, issus de l'industrie pétrolière, la peinture... sont devenus des produits sous allocation de la part des fournisseurs. » Qui aurait pensé, un jour, que la peinture industrielle serait vendue avec les méthodes commerciales des négociants de grands crus ?

■ L'indexation des prix n'est pas une option »

Comme il n'est pas impossible que ces fortes variations s'inscrivent dans la durée, la Fédération du BTP68 prévient : « Faute de possibilités d'adaptation des prix aux réalités économiques des entreprises et compte tenu de la vigueur actuelle de la rénovation énergétique des logements des particuliers, certaines entreprises songent à se détourner des marchés publics à prix ferme et non révisable. » Les professionnels du BTP soulignent que « l'indexation des prix des matières premières n'est pas une option. » Mais comment demander à un jeune couple qui construit une maison ossature bois avec un plan de financement tiré au cordeau de revoir sa copie à cause d'une matière première dont le prix a doublé ? « Bien sûr que c'est un problème », constate Étienne Barilley. « Mais il faut accepter de discuter. Si l'entreprise abandonne le chantier ou disparaît faute de pouvoir récupérer cette hausse, personne n'aura rien gagné... »

Textes : Laurent GENTILHOMME

Pourquoi de telles hausses ?

Ce qui rend les hausses des matières premières compliquées à comprendre c'est qu'il n'y a pas une, mais plusieurs causes. « Le bois par exemple, c'est à cause des lois de Trump qui empêchent quasiment les Américains d'acheter du bois au Canada. Du coup, ils se fournissent en Europe et en Asie et les prix flambent depuis un an », explique Étienne Barilley, de la Fédération du BTP68.

« Mais on subit aussi la désindustrialisation : tout le gros vient d'Asie. On ne voulait plus d'industrie polluante en Europe. On le paye très cher aujourd'hui. Regardez les briques et les tuiles que l'on fabrique encore en France. Là, il y a moins de souci. »

La crise du Covid a aussi fermé des hauts-fourneaux (acier) qui n'ont pas redémarré, des usines de composants en Asie ont cessé leur activité durant quelques mois et vidé les stocks des artisans et la reprise économique aux États-Unis est plus forte que prévu.

Rejoutons le renchérissement du transport mondial et on arrive à une situation totalement bloquée par la mondialisation des marchandises.

